Cinq ans après les annonces de réformes, où en est le système éducatif sénégalais?



À la suite des deux concertations sectorielles tenues en 2013 dont les objectifs déclarés étaient de diagnostiquer le système éducatif sénégalais et de proposer des solutions de sortie de crise, les annonces gouvernementales laissaient croire à une volonté politique de changer la donne par un investissement massif dans l'école, l'enseignement supérieur et la recherche. Cinq ans plus tard, les grèves récurrentes, les faibles taux de réussite aux examens, les mauvaises conditions de travail des enseignants mettent profondément en doute les engagements présidentiels.

En 2013, le système éducatif sénégalais a été diagnostiqué dans son ensemble dans le cadre de deux grandes concertations sectorielles : la Concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur (CNAES) et les Assises de l'éducation. Menées de façon incohérente (la CNAES avait précédé les Assises sur l'éducation), ces deux concertations nationales s'étaient tout de même assigné comme objectif principal de refonder le système éducatif sénégalais de sorte à le rendre non seulement plus stable, mais également plus performant[1]. Avec une participation inclusive de tous les acteurs du secteur et de tous les segments de la société, l'espoir était permis de sortir enfin de la situation de crise profonde dans laquelle l'école et l'université sénégalaises étaient plongées depuis quelques décennies. Du diagnostic fait par les acteurs sur les causes de cette crise sont ressorties, pour chaque sous-secteur, des recommandations prises en compte au plan politique et institutionnel par des décisions présidentielles[2].

Le besoin d'investissements publics massifs pour construire l'école de la réussite

Pour le sous-secteur de l'élémentaire et du moyen secondaire, il a été fondamentalement question – tout en élargissant son accès à tous les enfants du pays – de passer d'une école de l'échec à une école de la réussite à l'horizon 2020. Et pour atteindre cet objectif fondamental, il a été fortement recommandé d'augmenter considérablement les investissements publics, de relever le niveau de formation des enseignants et surtout de les motiver en revalorisant leur métier déprécié et de fait non attractif. Quant au sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, il a été fortement recommandé de réorienter le système vers les STEM (Sciences, Technologies, Engineering and Mathematics) et les formations professionnelles courtes tout en renforçant et en démocratisant leur accès.

En accord – du moins en apparence – avec le diagnostic qui a été fait dans le cadre de ces deux concertations sectorielles qu'il avait lui-même suscitées, mais également avec les solutions de sortie de crise proposées, le gouvernement du Sénégal a alors pris l'engagement public de pourvoir aux investissements nécessaires pour un système éducatif stable et performant. C'est ainsi qu'il s'est engagé, pour les cycles élémentaire, moyen et secondaire, à fournir le financement nécessaire à l'avènement d'une école de la réussite. Celle-ci n'est du reste possible que si, prioritairement, on forme et motive les enseignants. Quant à l'enseignement supérieur et la recherche, le gouvernement s'est engagé à y investir 430 milliards entre 2013 et 2018. Ce qui, clamait-il tout haut, représente 2,5 fois l'investissement total dans le sous-secteur entre 1960 et 2012.

Entre le discours et les actes, un contraste saisissant

Au sortir de ces deux concertations sectorielles, il était donc permis d'espérer en finir avec la situation de crise dans le secteur éducatif sénégalais à partir de 2018 au plus tard. Mais qu'en est-il exactement aujourd'hui ? À l'examen des faits, on constate que l'objectif affiché et proclamé en 2013 d'un système éducatif stable et performant n'est malheureusement pas atteint. Qu'il s'agisse de l'enseignement élémentaire, moyen et secondaire ou du sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, la crise reste toujours profonde comme en attestent les longues grèves des personnels enseignants et des étudiants, les faibles taux de réussites aux examens nationaux qui nous éloignent toujours de ce qu'est une véritable école de la réussite, des conditions de travail très difficiles dans les universités à cause de la massification créée par un déficit criant d'infrastructures, etc. Avec un tel constat, il est permis de douter de la volonté du gouvernement sénégalais de mettre en œuvre les conclusions des deux concertations. Il semble aussi qu'il n'ait pas investi autant d'argent qu'il le proclame à chaque manifestation publique en rapport avec ledit

secteur. Les enseignants de l'élémentaire et du moyen secondaire sont régulièrement en grève parce que très mal payés et déconsidérés.

Les universités publiques – dont l'autonomie est remise en cause avec la création de conseils d'administration dirigés et constitués majoritairement par des personnels non académiques – n'arrivent pas à stabiliser leurs années académiques parce qu'aucun des grands chantiers (Université Amadou Mahtar Mbow, Université El Hadji Ibrahima Niasse du Sine Saloum, centres délocalisés des universités Assane Seck de Ziguinchor et Gaston Berger de Saint-Louis, etc.), démarrés pour la plupart depuis au moins 2013, n'a été livré à ce jour. En lieu et place de ces infrastructures qui auraient constitué la meilleure réponse au problème de la massification, le gouvernement a inventé en toute irresponsabilité l'Université virtuelle du Sénégal (UVS). Pédagogiquement inadaptée à des étudiants de Licence, celle-ci serait, aux yeux du gouvernement, la solution miracle pour caser les dizaines de milliers de bacheliers du pays.

Dans le même temps, il opère des choix dont le caractère prioritaire est très discutable. Par exemple, le budget de la présidence de la République est supérieur à ceux de toutes les universités réunies. Entre 2013 et 2018, le gouvernement a commencé et terminé les constructions d'infrastructures de très grande envergure comme le Centre de conférence internationale Abdou Diouf (CCIAD) qui a coûté 80 milliards de francs CFA, l'Arène de lutte de Pikine (30 milliards), l'Arena stadium de Diamniadio pour les Jeux olympiques de la jeunesse (50 milliards) et le train express régional (entre 1200 et 1600 milliards).

Ce contraste, entre le discours officiel et les actes posés au quotidien depuis 2013, prouve éloquemment que l'éducation est loin d'être la priorité du gouvernement du Sénégal. Au mouvement syndical enseignant donc de le contraindre, par une lutte appropriée et efficace, à faire de l'éducation la priorité fondamentale du pays. Le SUDES a conscience de l'urgence à mener ce combat et invite toutes les autres organisations syndicales enseignantes du pays à se joindre à lui pour sauver l'école et l'université sénégalaises.

Notes de bas de page :

[1] Voir les rapports généraux de la Concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur (CNAES) d'avril 2013 et des Assises de l'éducation du Sénégal d'août 2014.

[2] Voir les onze décisions présidentielles relatives à l'enseignement supérieur d'août 2013 et les décisions présidentielles sur les Assises de l'éducation d'août 2015.

Pour citer cet article :

Oumar Dia, « Cinq ans après les annonces de réformes, où en est le système éducatif ? », *Silomag*, n° 8, hiver 2018. URL : https://silogora.org/ou-en-est-le-systeme-educatif-senegalais/